

Évolutions bancaires et monétaires en Nouvelle-Calédonie au 30 juin 2014

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Conséquence de la morosité observée au premier trimestre et des perspectives moins optimistes de plusieurs pays émergents, les prévisions de croissance de l'économie mondiale ont été abaissées par le Fonds monétaire international (FMI). Selon les dernières estimations à juillet 2014, la croissance de la production mondiale s'élèverait désormais à +3,4 % sur l'ensemble de l'année 2014 (contre +3,2 % en 2013 et +3,5 % en 2012).

Après une progression de 0,2 % début 2014, le PIB de la zone euro est stable au deuxième trimestre (0,0 %). L'économie française connaît, comme au premier trimestre, une croissance nulle sous l'effet notamment d'un nouveau recul de l'investissement et d'une contribution négative des échanges extérieurs (-0,1 point de PIB). La production totale de biens et services est pour sa part quasi stable (-0,1 %). Seule la consommation des ménages se redresse, avec une hausse de 0,5 % des dépenses de consommation.

Lors de sa réunion du 7 août 2014, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de maintenir le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement à 0,15 %, soit un niveau historiquement bas. Le taux de la facilité de prêt marginal et le taux de la facilité de dépôt restent également inchangés à respectivement 0,40 % et -0,10 %. Lors de sa conférence de presse, le Président de la BCE a indiqué que : « les mesures de politique monétaire décidées début juin ont conduit à un assouplissement de l'orientation de la politique monétaire ». Il a également précisé que : « les opérations de refinancement à plus long terme ciblées qui doivent être effectuées au cours des prochains mois renforceront l'orientation accomodante de notre politique monétaire. (...) Ces opérations doivent permettre de continuer à assouplir les conditions de financement et de soutenir l'octroi de crédit à l'économie réelle. En se transmettant progressivement à l'économie, ces mesures contribueront à ramener le taux d'inflation à des niveaux plus proche de 2 % (...) S'agissant de nos indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE, compte tenu des perspectives d'inflation, ces taux resteront à leurs niveaux actuels pendant une période prolongée. En outre, le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement à recourir également à des instruments non conventionnels dans le cadre de son mandat s'il devenait nécessaire de continuer à répondre aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation ».

SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

En Nouvelle-Calédonie, l'orientation de quelques indicateurs économiques affiche une modeste amélioration de l'environnement économique. Toutefois l'investissement privé est pénalisé par le manque de visibilité économique des entreprises, et la consommation des ménages manque de dynamisme.

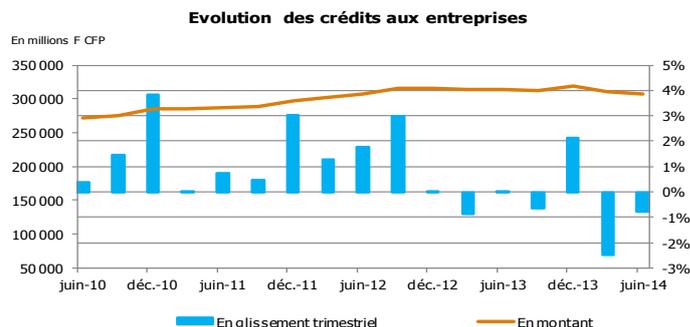
Stabilité de l'activité de financement

La conjoncture monétaire et financière du second trimestre 2014 est marquée par l'atonie de l'encours brut des crédits octroyés par les établissements locaux : -0,1 %, après -1,7 % au trimestre précédent. L'encours de crédits s'affiche de nouveau en baisse sur un an (-1,0 %) confirmant la tendance initiée au cours du premier trimestre 2014.

Diminution des crédits aux entreprises

L'encours des **crédits aux entreprises** décroît modérément sur le trimestre (-0,8 %, après -2,5 % le trimestre précédent). Si les crédits d'investissement demeurent stables (+0,0 %, après +0,3 %), l'encours des crédits d'exploitation se contracte (-1,4 %) en raison du repli des comptes ordinaires débiteurs (-4,4 %, après -15,0 % le trimestre précédent).

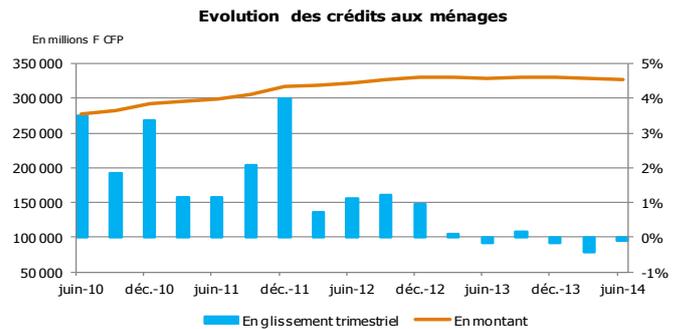
L'encours global s'établit ainsi à 307,8 milliards de F CFP, en baisse de 1,8 % sur un an (contre +2,1 % en 2013). Ce repli contraste avec la progression observée en métropole (+1,0 %).



Légère diminution des crédits aux ménages

Au premier trimestre 2014, l'encours sain des **crédits aux ménages** est quasi stable (-0,1 %). Il fléchit de 0,5 % sur un an (après +2,1 % en 2013), à l'inverse de la croissance observée en métropole (+3,1 %).

L'encours des **crédits à l'habitat** affiche une légère baisse ce trimestre (-0,1 %), en raison du ralentissement du marché immobilier. L'encours représente près de 260 milliards de F CFP, correspondant à 79,3 % de l'ensemble des crédits accordés aux ménages calédoniens.



L'encours des **crédits à la consommation** demeure quasi stable au second trimestre (+0,1 %), compte tenu de la hausse marquée des comptes ordinaires débiteurs (7,9 %), alors que les crédits de trésorerie diminuent (-0,6 %). Sur un an, l'encours du crédit à la consommation décroît (-1,5 %, après +1,9 % en 2013).

Progression des crédits aux collectivités locales

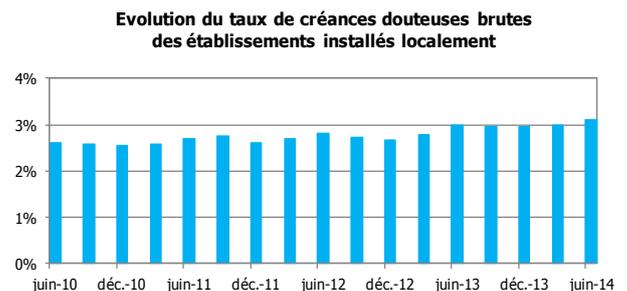
L'encours des **crédits aux collectivités locales** s'accroît à nouveau ce trimestre (+2,9 %, après +6,8 % le trimestre précédent), en raison, notamment, de l'augmentation des crédits d'investissement (+4,1 %).

L'encours des crédits consentis aux collectivités locales atteint ainsi 12,6 milliards de F CFP, en hausse de 25,1 % sur un an.

Une sinistralité maîtrisée

L'encours des **créances douteuses brutes** augmente de 3,3 % au second trimestre (+3,0 % sur un an), pour s'établir à 21,1 milliards de F CFP. Le taux de créances douteuses gagne 0,1 point sur le trimestre à 3,1 % (+0,1 point sur un an également).

Le **taux de provisionnement** diminue modérément sur la période (-0,7 point) et s'établit à 60,1 %. Il progresse de 0,5 point sur un an.

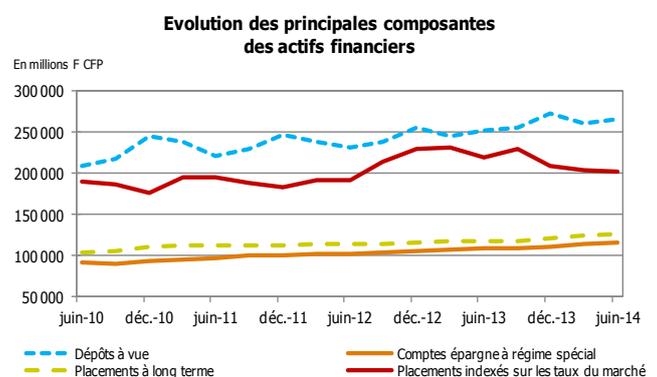


Rebond des actifs financiers

L'encours des **dépôts collectés par le système bancaire local** se redresse au second trimestre (+3,6 milliards de F CFP, soit +0,6 %, après -2,4 % au trimestre précédent). L'encours total s'établit ainsi à 559 milliards de F CFP au 30 juin 2014, en hausse de 0,4 % sur un an.

Cette évolution est due essentiellement à la croissance **des dépôts à vue** sur le trimestre (+4,7 milliards de F CFP, soit +1,8 %), alors que les **placements indexés sur les taux du marché** poursuivent le reflux commencé au quatrième trimestre 2013 (-2,1 milliards de F CFP, -1,0 %).

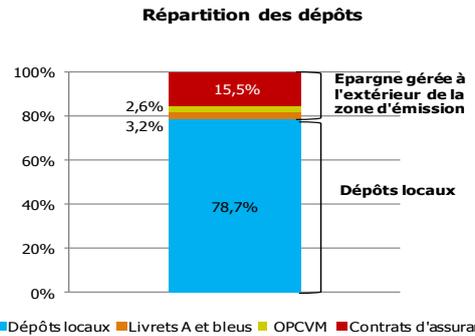
Les **comptes d'épargne à régime spécial** progressent plus modérément sur la période pour s'établir à 97 milliards de F CFP (+1,0 %).



Les autres placements auprès du système bancaire local

Parallèlement à ces dépôts, le système bancaire local collecte d'autres types de placements auprès de sa clientèle, non transformables pour son activité de financement et gérés hors de la zone d'émission.

Parallèlement aux dépôts locaux, ces avoirs continuent leur progression au second trimestre au même rythme qu'au trimestre précédent (+1,7 %). En particulier, l'encours des livrets A et bleus reste en progression (+1,1 % sur le trimestre, +4,6 % sur un an), et ce malgré l'abaissement de 75 points de base de son taux de rémunération (1,0 %, depuis le 1^{er} août 2014).



L'encours des contrats d'assurance-vie (110 milliards de F CFP), qui constitue le principal produit d'épargne géré à l'extérieur de la zone d'émission, poursuit sa croissance ce trimestre (+1,3 %, +5,6 % en glissement annuel).

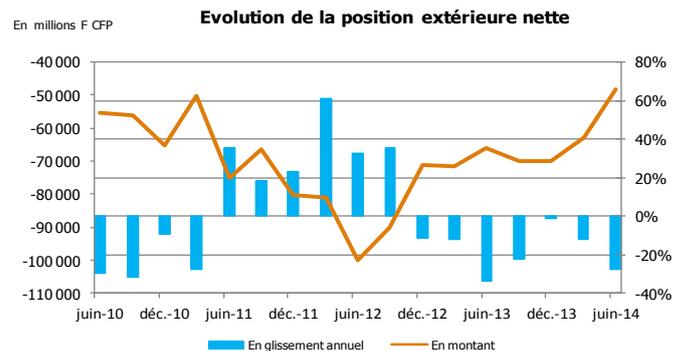
Au final, l'ensemble des actifs détenus par les agents économiques est mieux orienté qu'au trimestre précédent (+0,9 %, après -1,5 %). La collecte auprès des ménages maintient son rythme de progression (+0,9 %), tandis qu'elle s'accroît à nouveau pour les entreprises (+0,5 %). Sur un an, la croissance des actifs financiers détenus par les Néo-calédoniens décélère nettement (+1,8 %, contre +8,9 % un an auparavant) pour s'établir à 710,3 milliards de F CFP.

Le solde emplois-ressources des établissements de crédit locaux se détériore

Nette amélioration de la position extérieure nette

Au second trimestre, le système bancaire local affiche une diminution de son solde emplois-ressources clientèle de 4,1 milliards de F CFP (soit -3,0 %), sous l'effet conjugué de l'augmentation de la collecte de dépôts (+0,6 %) et d'une quasi-stabilité des encours de crédits (-0,1 %).

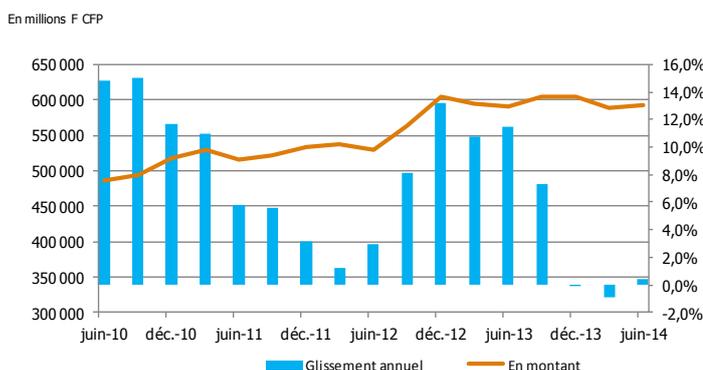
Parallèlement, le solde de sa position extérieure nette (différence entre les avoirs et les engagements situés hors de la zone d'émission), structurellement négatif en Nouvelle-Calédonie, se réduit sensiblement de 15 milliards de F CFP (-23,7 % sur le trimestre), pour s'établir à -48 milliards de F CFP au 30 juin 2014. Il s'améliore ainsi de 27,3 % en glissement annuel.



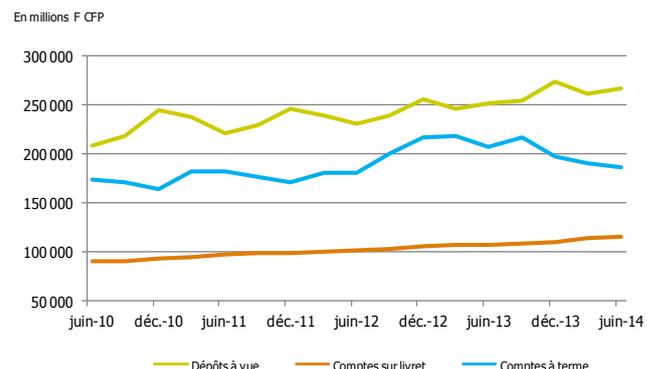
Légère progression de la masse monétaire sur le trimestre

A l'inverse de la tendance des deux derniers trimestres, la masse monétaire M3 se redresse modérément sur le second trimestre 2014, pour atteindre 593 milliards de F CFP (+0,7 % contre -2,4 %). Cette évolution s'explique principalement par l'effet conjugué de la hausse des dépôts à vue (+1,8 %, après -4,3 %) et dans une moindre mesure des comptes sur livrets (+1,0 %, après +3,4 %), permettant de compenser le repli des dépôts à terme (-2,6 %). Sur un an, l'agrégat M3 décélère sensiblement (+0,4 % contre +11,5 %, un an auparavant).

Evolution de la masse monétaire



Evolution des principales composantes de la masse monétaire

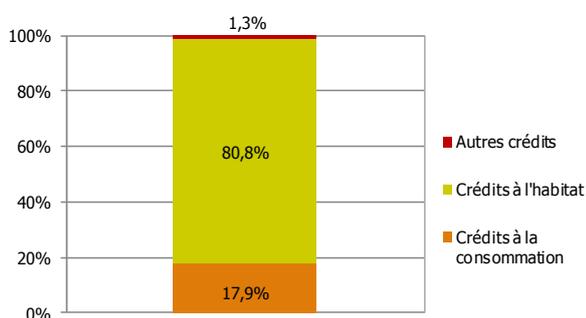


ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

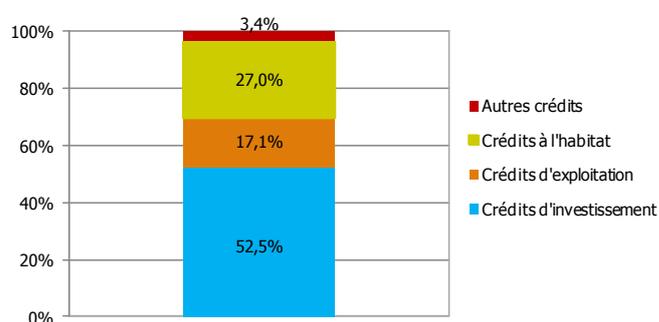
Parallèlement aux opérations auprès du système bancaire local, les agents économiques ont recours à des financements auprès d'établissements situés hors de la zone d'émission.

Au 30 juin 2014, l'encours des crédits bruts octroyés aux agents économiques néo-calédoniens par l'ensemble des établissements de crédit (qu'ils soient installés dans ou hors de la zone d'émission) s'établit à 967 milliards de F CFP, en baisse de 0,9 % sur le trimestre, alors que son évolution demeure quasi stable sur un an (+0,1 %). L'encours des crédits aux entreprises accentue de nouveau son reflux au second trimestre (-1,9 %), ainsi qu'en glissement annuel (-3,8 %). Les crédits aux ménages augmentent légèrement au second trimestre (+0,2 %), mais leur rythme de croissance décélère en glissement annuel (+1,0 %, contre +2,5 % un an auparavant). L'encours des collectivités locales se contracte ce trimestre (-1,5 %, +13,5 % sur un an), pour se situer à 76,9 milliards de F CFP à fin juin 2014. La part de marché des établissements de crédit hors zone d'émission représente 29,4 % du total des engagements. Elle est de 20,0 % sur la clientèle des ménages et de 29,6 % sur les entreprises. Leur contribution au financement des collectivités locales est forte, puisqu'ils leur octroient 83,6 % de leurs crédits.

Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
 - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
 - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

Le système bancaire local

Composantes de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-10	juin-11	juin-12	juin-13	sept.-13	déc.-13	mars-14	juin-14	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	13 269	14 070	15 620	16 245	16 319	16 069	15 011	15 412	2,7%	-5,1%
<i>Billets</i>	11 710	12 448	13 896	14 425	14 475	14 182	13 097	13 469	2,8%	-6,6%
<i>Pièces</i>	1 559	1 622	1 724	1 820	1 844	1 887	1 914	1 943	1,5%	6,8%
Dépôts à vue	208 639	221 270	231 457	251 986	254 908	273 632	261 739	266 433	1,8%	5,7%
TOTAL M1	221 908	235 340	247 077	268 231	271 227	289 701	276 750	281 845	1,8%	5,1%
M2-M1	91 495	97 525	101 619	108 329	109 413	111 050	114 789	115 877	0,9%	7,0%
Comptes sur livrets	90 813	96 867	101 002	107 724	108 813	110 420	114 219	115 329	1,0%	7,1%
Comptes épargne logement	682	658	617	605	600	630	570	548	-3,9%	-9,4%
TOTAL M2	313 403	332 865	348 696	376 560	380 640	400 751	391 539	397 722	1,6%	5,6%
M3-M2	173 423	182 312	181 501	214 408	223 376	202 832	197 767	195 703	-1,0%	-8,7%
Dépôts à terme	173 264	182 176	180 267	207 249	216 805	198 128	191 158	186 163	-2,6%	-10,2%
Bons de caisse	159	136	41	41	39	39	0	0		-100,0%
TOTAL M3	486 826	515 177	530 197	590 968	604 016	603 583	589 306	593 425	0,7%	0,4%
P1	4 132	3 991	3 839	3 509	3 478	3 527	3 603	3 694	2,5%	5,3%
Plans d'épargne logement	4 056	3 889	3 688	3 315	3 287	3 338	3 419	3 474	1,6%	4,8%
Autres compte d'épargne à régime spécial	76	102	151	194	191	189	184	220	19,6%	13,4%
M3+P1	490 958	519 168	534 036	594 477	607 494	607 110	592 909	597 119	0,7%	0,4%

Contreparties de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-10	juin-11	juin-12	juin-13	sept.-13	déc.-13	mars-14	juin-14	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	121 723	96 190	89 786	142 738	144 510	138 699	139 391	135 938	-2,5%	-4,8%
Institut d'émission	37 528	31 293	32 972	49 216	54 548	54 361	52 972	39 496	-25,4%	-19,7%
Etablissements de crédit	84 195	64 897	56 814	93 522	89 962	84 338	86 419	96 442	11,6%	3,1%
Créances du Trésor public	16 607	17 401	19 331	21 662	22 514	22 095	22 841	23 057	0,9%	6,4%
Concours sur ressources monétaires	348 496	401 586	421 080	426 568	436 992	442 789	427 074	434 430	1,7%	1,8%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	581 133	625 436	672 021	689 644	688 679	695 153	683 569	682 631	-0,1%	-1,0%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	232 637	223 850	250 941	263 076	251 687	252 364	256 495	248 201	-3,2%	-5,7%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	52 013	53 561	57 094	61 174	61 403	61 314	62 024	66 037	6,5%	7,9%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	10 592	11 135	11 893	12 224	12 206	12 455	12 450	12 701	2,0%	3,9%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	139 770	140 125	156 699	159 695	159 787	154 320	149 486	144 540	-3,3%	-9,5%
<i>Epargne contractuelle</i>	4 132	3 991	3 839	3 508	3 477	3 527	3 604	3 694	2,5%	5,3%
<i>Divers</i>	26 130	15 038	21 416	26 475	14 814	20 748	28 931	21 229	-26,6%	-19,8%
Total M3	486 826	515 177	530 197	590 968	604 016	603 583	589 306	593 425	0,7%	0,4%
Position extérieure nette	-55 575	-75 228	-99 885	-66 173	-69 825	-69 982	-63 067	-48 098	-23,7%	-27,3%

Équilibre emplois - ressources

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-10	juin-11	juin-12	juin-13	sept.-13	déc.-13	mars-14	juin-14	1 trim	1 an
Emplois	604 249	649 042	695 169	718 750	734 075	739 541	725 315	714 031	-1,6%	-0,7%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	581 133	625 436	672 021	689 644	688 679	695 153	683 569	682 631	-0,1%	-1,0%
Réserves obligatoires et libres	23 116	23 606	23 148	29 106	45 396	44 388	41 746	31 400	-24,8%	7,9%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0		
Ressources	604 249	649 042	695 169	718 750	734 075	739 541	725 315	714 031	-1,6%	-0,7%
Dépôts collectés (- encaisses)	455 434	481 320	491 574	548 577	560 103	559 364	546 899	550 082	0,6%	0,3%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	62 604	64 696	68 987	73 397	73 609	73 770	74 474	78 738	5,7%	7,3%
Excédent des opérations diverses des EC	11 195	9 212	14 223	19 262	19 683	25 310	30 337	19 137	-36,9%	-0,6%
Réescampte	19 441	18 586	20 500	11 341	10 855	11 114	10 538	17 976	70,6%	58,5%
Position extérieure nette des EC (si négative)	55 575	75 228	99 885	66 173	69 825	69 983	63 067	48 098	-23,7%	-27,3%
Solde emplois-ressources clientèle	125 699	144 116	180 447	141 067	128 576	135 789	136 670	132 549	-3,0%	-6,0%

Les placements

	Montants en millions F CFP								Variations	
	juin-10	juin-11	juin-12	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	1 trim	1 an
Sociétés non financières	191 810,0	201 003,4	197 035,9	218 792,0	229 325,9	227 681,8	216 922,4	217 965,7	0,5%	-0,4%
Dépôts à vue	99 606,9	101 327,0	111 905,5	117 722,6	121 334,0	132 860,6	126 835,9	126 882,3	0,0%	7,8%
Placements liquides ou à court terme	90 807,4	98 209,9	83 765,2	98 399,4	106 687,0	93 488,7	88 757,2	89 577,4	0,9%	-9,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	460,0	382,8	125,9	163,4	127,4	99,0	111,7	187,0	67,4%	n.s
Placements indexés sur les taux de marché	90 347,4	97 827,1	83 639,3	98 236,0	106 559,7	93 389,7	88 645,5	89 390,4	0,8%	-9,0%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>85 080,1</i>	<i>92 075,4</i>	<i>77 245,6</i>	<i>87 498,6</i>	<i>94 374,4</i>	<i>84 033,7</i>	<i>77 101,5</i>	<i>74 121,0</i>	-3,9%	-15,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>5 267,3</i>	<i>5 751,7</i>	<i>5 200,4</i>	<i>3 619,5</i>	<i>5 652,8</i>	<i>4 691,1</i>	<i>4 935,4</i>	<i>5 729,7</i>	16,1%	58,3%
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>1 193,3</i>	<i>7 117,9</i>	<i>6 532,4</i>	<i>4 664,9</i>	<i>6 608,6</i>	<i>9 539,6</i>	44,4%	n.s
Epargne à long terme	1 395,8	1 466,5	1 365,2	2 669,9	1 304,8	1 332,6	1 329,2	1 506,0	13,3%	-43,6%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>1 340,1</i>	<i>1 437,7</i>	<i>1 334,4</i>	<i>2 632,7</i>	<i>1 262,1</i>	<i>1 288,2</i>	<i>1 285,2</i>	<i>1 460,4</i>	13,6%	-44,5%
Ménages	320 111,7	332 927,9	350 775,7	364 728,2	366 068,6	376 116,7	379 543,9	382 948,0	0,9%	5,0%
Dépôts à vue	86 743,7	93 845,2	100 399,1	102 764,0	103 207,9	109 167,6	106 176,9	108 269,1	2,0%	5,4%
Placements liquides ou à court terme	132 063,2	128 656,7	137 829,4	146 422,1	146 964,5	147 959,0	152 276,6	152 070,8	-0,1%	3,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	86 121,0	91 795,1	97 265,8	103 714,4	105 006,0	106 784,9	110 671,1	111 220,9	0,5%	7,2%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>69 782,6</i>	<i>74 757,0</i>	<i>77 898,6</i>	<i>81 573,5</i>	<i>82 822,0</i>	<i>84 055,3</i>	<i>87 681,7</i>	<i>88 063,8</i>	0,4%	8,0%
<i>dont livrets A et bleus</i>	<i>15 329,5</i>	<i>16 001,6</i>	<i>18 347,2</i>	<i>21 118,1</i>	<i>21 166,2</i>	<i>21 669,7</i>	<i>21 979,6</i>	<i>22 166,6</i>	0,9%	5,0%
<i>dont livrets jeunes</i>	<i>326,5</i>	<i>378,4</i>	<i>402,6</i>	<i>417,6</i>	<i>417,9</i>	<i>430,3</i>	<i>439,5</i>	<i>442,5</i>	0,7%	6,0%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>682,4</i>	<i>658,1</i>	<i>617,4</i>	<i>605,2</i>	<i>600,0</i>	<i>629,6</i>	<i>570,3</i>	<i>548,0</i>	-3,9%	-9,4%
Placements indexés sur les taux de marché	45 942,1	36 861,6	40 563,6	42 707,8	41 958,4	41 174,1	41 605,5	40 849,9	-1,8%	-4,4%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>34 244,2</i>	<i>30 290,2</i>	<i>34 799,2</i>	<i>41 909,1</i>	<i>41 084,1</i>	<i>40 244,5</i>	<i>40 733,7</i>	<i>40 037,3</i>	-1,7%	-4,5%
<i>dont bons de caisse</i>	<i>159,0</i>	<i>136,1</i>	<i>40,7</i>	<i>40,5</i>	<i>39,0</i>	<i>39,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	n.s	n.s
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>11 538,9</i>	<i>6 435,3</i>	<i>5 723,8</i>	<i>758,2</i>	<i>835,4</i>	<i>890,5</i>	<i>871,7</i>	<i>812,6</i>	-6,8%	7,2%
Epargne à long terme	101 304,8	110 426,0	112 547,3	115 542,1	115 896,3	118 990,0	121 090,5	122 608,1	1,3%	6,1%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>4 053,0</i>	<i>3 889,1</i>	<i>3 688,1</i>	<i>3 314,8</i>	<i>3 286,5</i>	<i>3 337,6</i>	<i>3 418,7</i>	<i>3 473,2</i>	1,6%	4,8%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	<i>76,1</i>	<i>101,9</i>	<i>150,8</i>	<i>193,7</i>	<i>190,9</i>	<i>188,6</i>	<i>184,4</i>	<i>219,9</i>	19,3%	13,6%
<i>dont portefeuille-titres</i>	<i>4 218,7</i>	<i>4 163,4</i>	<i>4 124,7</i>	<i>4 800,1</i>	<i>5 052,6</i>	<i>5 377,5</i>	<i>5 679,4</i>	<i>5 574,9</i>	-1,8%	16,1%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>2 722,8</i>	<i>2 890,4</i>	<i>2 764,8</i>	<i>3 263,2</i>	<i>3 132,2</i>	<i>3 268,3</i>	<i>3 455,3</i>	<i>3 576,5</i>	3,5%	9,6%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>90 234,2</i>	<i>99 381,2</i>	<i>101 818,9</i>	<i>103 970,2</i>	<i>104 234,1</i>	<i>106 818,0</i>	<i>108 352,8</i>	<i>109 763,6</i>	1,3%	5,6%
Autres agents	81 990,7	92 076,5	92 440,3	113 925,3	116 716,8	111 282,3	107 734,2	109 374,5	1,5%	-4,0%
Dépôts à vue	22 288,9	26 097,9	19 152,4	31 499,1	30 366,2	31 604,1	28 726,5	31 281,9	8,9%	-0,7%
Placements liquides ou à court terme	58 900,2	65 206,9	72 491,6	82 298,4	85 632,5	78 352,2	77 360,9	76 498,1	-1,1%	-7,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	4 914,6	5 346,3	4 226,4	4 449,9	4 278,4	4 164,6	4 005,7	4 468,1	11,5%	0,4%
Placements indexés sur les taux de marché	53 985,6	59 860,6	68 265,2	77 848,6	81 354,1	74 187,7	73 355,3	72 030,0	-1,8%	-7,5%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>53 939,6</i>	<i>59 810,7</i>	<i>68 222,4</i>	<i>77 841,1</i>	<i>81 346,7</i>	<i>73 849,7</i>	<i>73 323,1</i>	<i>72 004,9</i>	-1,8%	-7,5%
Epargne à long terme	801,7	771,7	796,3	127,7	718,1	1 326,0	1 646,7	1 594,4	-3,2%	n.s
Total actifs financiers	593 912,4	626 007,9	640 251,9	697 445,4	712 111,4	715 080,8	704 200,5	710 288,2	0,9%	1,8%
Dépôts locaux	461 941,9	488 687,3	499 693,6	556 609,5	569 535,6	568 956,8	555 535,0	559 085,9	0,6%	0,4%
Dépôts à vue	208 639,5	221 270,1	231 456,9	251 985,7	254 908,2	273 632,4	261 739,3	266 433,3	1,8%	5,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	79 879,5	85 104,8	86 735,5	90 216,5	91 250,9	92 492,6	96 028,7	96 949,8	1,0%	7,5%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>74 739,1</i>	<i>80 076,5</i>	<i>81 875,4</i>	<i>85 684,7</i>	<i>86 754,7</i>	<i>87 904,8</i>	<i>91 414,1</i>	<i>92 264,5</i>	0,9%	7,7%
<i>dont livrets jeunes</i>	<i>326,5</i>	<i>379,1</i>	<i>403,8</i>	<i>418,1</i>	<i>418,8</i>	<i>431,3</i>	<i>440,5</i>	<i>443,4</i>	0,7%	6,0%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>682,4</i>	<i>658,1</i>	<i>617,4</i>	<i>605,2</i>	<i>600,0</i>	<i>629,6</i>	<i>570,3</i>	<i>548,0</i>	-3,9%	-9,4%
<i>dont plan d'épargne logement</i>	<i>4 055,8</i>	<i>3 889,1</i>	<i>3 688,1</i>	<i>3 314,8</i>	<i>3 286,5</i>	<i>3 338,3</i>	<i>3 419,4</i>	<i>3 474,0</i>	1,6%	4,8%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	<i>76,1</i>	<i>101,9</i>	<i>150,8</i>	<i>193,7</i>	<i>190,9</i>	<i>188,6</i>	<i>184,4</i>	<i>219,9</i>	19,3%	13,6%
Placements indexés sur les taux de marché	173 422,9	182 312,4	181 501,2	214 407,2	223 376,6	202 831,8	197 766,9	195 702,9	-1,0%	-8,7%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>173 263,9</i>	<i>182 176,3</i>	<i>180 267,2</i>	<i>207 248,8</i>	<i>216 805,1</i>	<i>198 127,9</i>	<i>191 158,4</i>	<i>186 163,2</i>	-2,6%	-10,2%
<i>dont bons de caisse</i>	<i>159,0</i>	<i>136,1</i>	<i>40,7</i>	<i>40,5</i>	<i>39,0</i>	<i>39,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	n.s	n.s
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>1 193,3</i>	<i>7 117,9</i>	<i>6 532,4</i>	<i>4 664,9</i>	<i>6 608,6</i>	<i>9 539,6</i>	44,4%	n.s
Placements hors zone d'émission	131 970,5	137 320,6	140 558,3	140 835,9	142 575,7	146 124,0	148 665,5	151 202,2	1,7%	7,4%
<i>dont livrets A et bleus</i>	<i>15 748,0</i>	<i>16 410,5</i>	<i>18 721,5</i>	<i>21 619,6</i>	<i>21 638,3</i>	<i>22 082,9</i>	<i>22 363,6</i>	<i>22 620,1</i>	1,1%	4,6%
<i>dont actions</i>	<i>3 359,9</i>	<i>3 175,4</i>	<i>2 780,7</i>	<i>3 478,5</i>	<i>3 819,3</i>	<i>4 121,2</i>	<i>4 489,1</i>	<i>4 396,2</i>	-2,1%	26,4%
<i>dont obligations</i>	<i>914,6</i>	<i>1 016,8</i>	<i>1 395,9</i>	<i>1 358,8</i>	<i>1 582,9</i>	<i>1 940,1</i>	<i>1 944,9</i>	<i>1 955,6</i>	0,6%	43,9%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>16 852,1</i>	<i>12 236,9</i>	<i>10 966,9</i>	<i>4 385,2</i>	<i>6 495,6</i>	<i>5 919,5</i>	<i>5 839,3</i>	<i>6 567,5</i>	12,5%	49,8%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>4 861,8</i>	<i>5 099,8</i>	<i>4 874,3</i>	<i>6 023,6</i>	<i>4 805,5</i>	<i>5 242,4</i>	<i>5 675,8</i>	<i>5 899,3</i>	3,9%	-2,1%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>90 234,2</i>	<i>99 381,2</i>	<i>101 818,9</i>	<i>103 970,2</i>	<i>104 234,1</i>	<i>106 818,0</i>	<i>108 352,8</i>	<i>109 763,6</i>	1,3%	5,6%

Les crédits à l'économie

Établissements de crédit locaux

	Montants en millions F CFP								Variations	
	juin-10	juin-11	juin-12	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	70 923,3	77 294,1	83 015,4	84 621,1	79 833,3	83 318,5	75 401,5	74 353,3	-1,4%	-12,1%
<i>Créances commerciales</i>	4 045,3	3 997,5	5 175,9	4 095,1	3 516,3	3 541,0	3 555,2	3 750,4	5,5%	-8,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	39 539,6	40 843,5	40 460,8	41 570,8	43 140,7	43 566,3	41 050,4	41 169,7	0,3%	-1,0%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	1 509,0	1 313,3	1 356,8	1 265,8	1 346,4	1 308,2	1 235,9	1 250,6	1,2%	-1,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	27 338,5	32 453,1	37 378,6	38 955,3	33 176,3	36 211,2	30 796,0	29 433,2	-4,4%	-24,4%
Crédits d'investissement	153 520,8	160 137,7	170 602,7	170 937,4	172 336,9	175 382,1	175 944,7	175 950,6	0,0%	2,9%
<i>Crédits à l'équipement</i>	144 537,5	151 579,9	161 406,8	161 697,5	162 966,1	166 275,6	167 400,5	167 394,2	0,0%	3,5%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	8 821,9	9 075,7	8 928,8	8 298,5	8 124,0	8 217,2	8 028,2	7 928,7	-1,2%	-4,5%
<i>Crédit-bail</i>	8 983,4	8 557,8	9 196,0	9 239,9	9 370,8	9 106,5	8 544,2	8 556,4	0,1%	-7,4%
Crédits à l'habitat	37 946,7	38 242,0	40 782,6	42 176,4	43 033,4	43 142,7	42 845,8	42 812,3	-0,1%	1,5%
Autres crédits	8 690,6	11 992,8	12 471,1	15 732,9	16 293,0	16 351,9	16 047,3	14 714,8	-8,3%	-6,5%
Encours sain	271 081,4	287 666,6	306 871,8	313 467,8	311 496,6	318 195,2	310 239,4	307 831,0	-0,8%	-1,8%
Ménages										
Crédits à la consommation	57 175,7	59 121,6	62 269,9	63 427,9	63 908,4	63 765,8	62 382,1	62 461,8	0,1%	-1,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	41 507,2	44 030,9	48 262,1	49 479,2	49 665,5	50 025,0	48 236,6	47 964,1	-0,6%	-3,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3 888,9	4 387,3	4 124,4	4 071,4	4 360,4	3 895,7	4 145,9	4 472,1	7,9%	9,8%
<i>Crédit-bail</i>	11 779,5	10 703,4	9 883,3	9 877,4	9 882,5	9 845,0	9 999,6	10 025,7	0,3%	1,5%
Crédits à l'habitat	216 904,1	234 651,2	254 802,8	259 963,8	259 896,9	259 989,7	260 051,6	259 870,4	-0,1%	0,0%
Autres crédits	3 128,1	4 833,3	5 768,2	6 135,5	6 302,8	5 816,8	5 677,6	5 453,6	-3,9%	-11,1%
Encours sain	277 207,9	298 606,2	322 840,9	329 527,2	330 108,1	329 572,2	328 111,4	327 785,8	-0,1%	-0,5%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	4 170,1	3 311,9	1 254,5	1 944,1	2 362,5	1 441,3	1 782,6	1 712,0	-4,0%	-11,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	3 181,3	1 978,3	606,1	721,8	525,8	429,9	286,3	485,6	69,6%	-32,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	988,8	1 333,6	648,4	1 222,3	1 836,8	1 011,5	1 496,3	1 226,4	-18,0%	0,3%
Crédits d'investissement	3 107,2	5 388,8	7 546,7	8 139,3	7 987,3	9 030,1	10 469,9	10 903,9	4,1%	34,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	3 071,2	5 215,0	7 372,7	7 945,9	7 805,4	8 858,4	10 311,0	10 728,1	4,0%	35,0%
Autres crédits						1 000,2	3,3	0,0	n.s	n.s
Encours sain	7 595,9	8 984,0	8 801,2	10 083,4	10 349,8	11 471,6	12 255,8	12 615,9	2,9%	25,1%
Autres agents										
Encours sain	10 119,5	13 227,4	14 514,0	16 049,9	16 288,3	15 423,9	12 506,5	13 271,3	6,1%	-17,3%
TOTAL										
Encours sain	566 004,8	608 484,1	653 027,9	669 128,3	668 242,9	674 663,0	663 113,0	661 504,0	-0,2%	-1,1%
Créances douteuses brutes	15 126,9	16 952,9	18 992,2	20 517,1	20 437,5	20 488,7	20 455,7	21 126,9	3,3%	3,0%
<i>Créances douteuses nettes</i>	4 535,3	5 817,4	7 099,1	8 293,2	8 231,1	8 033,5	8 005,5	8 425,6	5,2%	1,6%
<i>(dt) Entreprises</i>	2 652,3	3 569,9	4 497,5	5 071,3	4 852,5	4 821,1	4 562,5	4 833,1	5,9%	-4,7%
<i>(dt) Ménages</i>	1 881,5	2 224,0	2 480,3	3 113,7	3 287,2	3 200,6	3 435,1	3 564,6	3,8%	14,5%
Provisions	10 591,6	11 135,5	11 893,1	12 223,9	12 206,4	12 455,2	12 450,2	12 701,3	2,0%	3,9%
Encours brut total	581 131,7	625 437,1	672 020,1	689 645,4	688 680,4	695 151,6	683 568,6	682 630,9	-0,1%	-1,0%
Taux de créances douteuses	2,6%	2,7%	2,8%	3,0%	3,0%	2,9%	3,0%	3,1%	0,1 pt	0,1 pt
Taux de provisionnement	70,0%	65,7%	62,6%	59,6%	59,7%	60,8%	60,9%	60,1%	-0,7 pt	0,5 pt

Ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions F CFP								Variations	
	juin-10	juin-11	juin-12	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	70 924,2	77 294,6	83 247,5	84 950,5	80 184,2	83 637,6	75 727,0	74 670,1	-1,4%	-12,1%
<i>Créances commerciales</i>	4 045,3	3 997,5	5 175,9	4 095,1	3 516,3	3 541,0	3 555,2	3 750,4	5,5%	-8,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	39 539,6	40 843,9	40 692,9	41 829,3	43 420,4	43 814,0	41 300,4	41 403,3	0,2%	-1,0%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	1 509,0	1 313,3	1 356,8	1 265,8	1 346,4	1 308,2	1 235,9	1 250,6	1,2%	-1,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	27 339,3	32 453,2	37 378,6	39 026,1	33 247,5	36 282,6	30 871,4	29 516,4	-4,4%	-24,4%
Crédits d'investissement	212 095,3	218 506,9	230 640,2	238 234,5	241 765,9	235 172,9	235 265,6	229 675,9	-2,4%	-3,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	203 015,9	209 849,9	221 378,4	228 933,3	232 340,2	226 017,2	226 677,5	221 068,1	-2,5%	-3,4%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	8 904,3	9 167,3	8 928,8	8 298,5	8 124,0	8 217,2	8 028,2	7 928,7	-1,2%	-4,5%
<i>Crédit-bail</i>	9 079,4	8 657,0	9 261,8	9 301,2	9 425,7	9 155,7	8 588,1	8 607,8	0,2%	-7,5%
Crédits à l'habitat	96 749,6	101 256,3	109 045,9	115 268,2	117 250,3	117 498,1	118 242,7	117 822,0	-0,4%	2,2%
Autres crédits	9 200,4	12 502,6	12 778,5	16 011,1	16 571,2	16 620,1	16 315,4	14 972,5	-8,2%	-6,5%
Encours sain	388 969,5	409 560,4	435 712,0	454 464,4	455 771,6	452 928,7	445 550,7	437 140,6	-1,9%	-3,8%
Ménages										
Crédits à la consommation	67 029,6	69 362,0	72 135,7	73 760,2	74 420,4	74 536,3	73 067,1	73 290,5	0,3%	-0,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	51 360,8	54 271,3	58 127,9	59 811,4	60 177,4	60 795,6	58 921,6	58 792,7	-0,2%	-1,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3 889,3	4 387,3	4 124,4	4 071,4	4 360,5	3 895,7	4 145,9	4 472,1	7,9%	9,8%
<i>Crédit-bail</i>	11 779,5	10 703,4	9 883,3	9 877,4	9 882,5	9 845,0	9 999,6	10 025,7	0,3%	1,5%
Crédits à l'habitat	273 645,6	297 651,6	317 881,2	325 742,8	327 098,0	329 342,3	330 344,5	330 988,3	0,2%	1,6%
Autres crédits	3 128,1	4 945,0	5 768,2	6 135,5	6 302,8	5 822,8	5 689,8	5 465,6	-3,9%	-10,9%
Encours sain	343 803,4	371 958,6	395 785,0	405 638,5	407 821,2	409 701,4	409 101,4	409 744,4	0,2%	1,0%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	4 170,1	3 311,9	1 254,5	1 944,1	2 362,5	1 441,3	1 782,6	1 712,0	-4,0%	-11,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	3 181,3	1 978,3	606,1	721,8	525,8	429,9	286,3	485,6	69,6%	-32,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	988,8	1 333,6	648,4	1 222,3	1 836,8	1 011,5	1 496,3	1 226,4	-18,0%	0,3%
Crédits d'investissement	41 701,1	43 897,0	52 712,7	65 660,6	65 402,7	71 469,7	76 203,4	75 082,0	-1,5%	14,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	41 665,1	43 723,2	52 538,7	65 467,2	65 220,8	71 298,0	76 044,5	74 906,2	-1,5%	14,4%
Autres crédits	341,5	333,3	164,6	155,8	155,1	1 151,6	154,1	147,0	-4,6%	-5,7%
Encours sain	46 589,5	47 886,8	54 131,8	67 760,5	67 920,3	74 062,6	78 140,0	76 941,1	-1,5%	13,5%
Autres agents										
Encours sain	11 227,6	14 331,7	14 771,4	16 483,2	17 053,6	15 715,1	12 771,5	13 552,8	6,1%	-17,8%
TOTAL										
Encours sain	790 589,9	843 737,5	900 400,3	944 346,6	948 566,7	952 407,8	945 563,6	937 378,8	-0,9%	-0,7%
<i>dont ECHZE</i>	224 585,1	235 253,4	247 372,4	275 218,3	280 323,8	277 744,9	282 450,7	275 874,8	-2,3%	0,2%
Créances douteuses brutes	15 898,2	18 769,2	19 741,2	21 349,7	21 173,7	29 610,7	29 676,2	29 552,8	-0,4%	38,4%
<i>Créances douteuses nettes</i>	5 306,5	7 633,7	7 848,1	9 125,8	8 967,3	16 612,2	16 682,7	16 306,6	-2,3%	78,7%
<i>(dt) Entreprises</i>	2 907,1	3 842,4	4 497,5	5 071,3	4 852,5	12 647,1	12 299,0	11 707,5	-4,8%	130,9%
<i>(dt) Ménages</i>	2 398,0	2 741,5	3 229,2	3 946,2	4 023,4	3 953,2	4 375,8	4 571,1	4,5%	15,8%
<i>Provisions</i>	10 591,6	11 135,5	11 893,1	12 223,9	12 206,4	12 998,5	12 993,5	13 246,2	1,9%	8,4%
Encours brut total	806 488,1	862 506,7	920 141,4	965 696,2	969 740,4	982 018,6	975 239,9	966 931,7	-0,9%	0,1%
<i>Taux de créances douteuses</i>	2,0%	2,2%	2,1%	2,2%	2,2%	3,0%	3,0%	3,1%	0,0 pt	0,8 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	66,6%	59,3%	60,2%	57,3%	57,6%	43,9%	43,8%	44,8%	1,0 pt	-12,4 pt

Répartition des concours bancaires sains



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr